

Le texte prononcé fait foi

Discours de Thomas Gottstein Chief Executive Officer

Merci beaucoup, Monsieur le président.

Chers actionnaires,

À mon tour, je vous souhaite la bienvenue à la première Assemblée générale virtuelle de l'histoire du Credit Suisse. Je regrette que la situation actuelle m'empêche de me tenir devant vous et de vous parler en personne au Hallenstadion aujourd'hui. Mais je me réjouis d'ores et déjà de pouvoir le faire lors de notre prochaine manifestation.

J'ai pour la première fois l'occasion aujourd'hui de vous remercier, chers actionnaires, de la confiance que vous me témoignez. Je travaille au sein du Credit Suisse depuis 21 ans, une période au cours de laquelle je me suis familiarisé avec toutes ses facettes et l'ai accompagné à travers les hauts et les bas. C'est un grand honneur pour moi d'être son Chief Executive Officer depuis le 14 février 2020.

Ma priorité absolue est de créer une valeur durable pour vous, nos actionnaires, ainsi que pour nos autres parties prenantes. Et les bases solides que notre banque a mises en place ces dernières années nous aideront à honorer cet engagement. Notre stratégie claire et cohérente visant à être un gestionnaire de fortune international leader doté de solides capacités en investment banking est un modèle de réussite prometteur auquel nous resterons fidèles.

Je souhaite saisir l'occasion que m'offre l'Assemblée générale d'aujourd'hui pour vous présenter tout d'abord l'évolution des affaires de notre banque au premier trimestre. Je vous expliquerai dans la deuxième partie de mon discours quels efforts nous avons déployés pour atténuer les conséquences économiques de la crise sanitaire, en particulier sur notre marché domestique, la Suisse.

I. Évolution des affaires au 1T20

Jetons d'emblée un coup d'œil aux résultats. La pandémie actuelle de coronavirus met à l'épreuve l'économie mondiale et de nombreuses branches. Il en va de même pour les banques, car le préjudice économique se reflètera tôt ou tard dans leurs bilans. Nos résultats du premier trimestre montrent cependant que notre modèle commercial peut être performant même dans un environnement de marché difficile et que nos actionnaires ainsi que nos clients peuvent compter sur nous.

En dépit de ce contexte, nous avons réussi à dégager un bénéfice net de 1,3 milliard de francs. Il s'agit du bénéfice trimestriel le plus élevé que nous avons enregistré depuis cinq ans, en hausse de 75% par rapport au même trimestre de 2018. Voici, résumés en six points, les facteurs qui ont contribué à ce résultat:

Point 1: Nous avons augmenté les produits nets totaux de 7%. Cette progression a notamment été induite par une hausse des affaires de gestion de fortune¹ qui s'établit à 7% elle aussi. Par ailleurs, les produits nets des opérations de négoce² se sont accrus de 22% en USD, ce qui s'explique par les importants volumes traités et la forte volatilité résultant des turbulences qui ont agité les marchés financiers. En revanche, les produits nets de la division «Investment Banking & Capital Markets» ont chuté de 47% en USD, en raison de la forte baisse du volume d'émissions sur le marché des capitaux et du recul des activités de F&A.

Point 2: Étant donné les perspectives de récession mondiale, nous avons constitué des provisions d'un montant total légèrement supérieur à 1 milliard de francs, dont 568 millions de francs pour les risques de pertes sur crédit générales et spécifiques, et 444 millions de francs pour des pertes non réalisées sur les évaluations au prix du marché de certaines positions de crédit.

Point 3: Nous avons abaissé les coûts opérationnels de 6%, les faisant passer de 4,2 milliards à quelque 4,0 milliards de francs.

Point 4: Nous avons ainsi dégagé un bénéfice avant impôts de 1,2 milliard de francs, soit une hausse de 13% par rapport à l'année précédente, et ce malgré la constitution des réserves susmentionnées de 1 milliard de francs.

Point 5: Après plusieurs trimestres de taux d'imposition relativement élevés, le Credit Suisse Group a bénéficié d'un crédit d'impôt total de 110 millions de francs au premier trimestre 2020. Ce crédit d'impôt correspond à une amélioration de la déductibilité fiscale nette des intérêts et à la révision d'une estimation antérieure liée à la réforme fiscale américaine.

Point 6: Par conséquent, le rendement des fonds propres tangibles s'établit à 13,1%, en hausse de 5 points de pourcentage par rapport aux 8% du trimestre correspondant de l'année précédente.

Notre capitalisation est restée très bonne à la fin du trimestre avec un ratio de fonds propres de base de 12,1%, malgré une augmentation des actifs pondérés en fonction des risques due à la plus grande volatilité des marchés, à l'important volume de prêts octroyés aux entreprises, ainsi qu'à la poursuite de la mise en œuvre des réformes de Bâle III.

Notre Tier 1 leverage ratio était de 5,8%³ à la fin du premier trimestre, contre 5,5% à la fin du dernier trimestre 2019, bénéficiant de la décision de la FINMA d'autoriser temporairement les banques à calculer le ratio d'endettement sans les réserves des banques centrales.

La valeur comptable corporelle par action s'élève à 18.25 de francs à la fin du trimestre.

II. Mesures prises par le Credit Suisse dans le cadre de la pandémie

Dans cette deuxième partie de mon intervention, je souhaite d'abord vous informer des mesures prises dans un domaine qui me tient particulièrement à cœur: la santé des quelque 48 500 collaborateurs que nous employons dans le monde entier. Près de 90% d'entre eux peuvent travailler à domicile grâce à notre infrastructure numérique, et environ 70% font usage de cette possibilité actuellement. Les collaborateurs qui, de par leur activité, ne peuvent pas travailler à leur domicile, comme ceux qui assurent le bon fonctionnement des succursales, bénéficient bien entendu de mesures de protection particulières, qui s'appliquent également à nos clients.

En outre, nous permettons aux collaborateurs qui s'occupent chez eux de leurs enfants ou d'autres membres de leur famille, de prendre des congés payés. Nous constatons qu'ils apprécient beaucoup cette offre et y recourent de manière raisonnable, ce qui démontre leur sens des responsabilités à l'égard du Credit Suisse en tant qu'employeur. Cette offre est valable jusqu'à la réouverture des écoles dans les pays concernés.

J'aimerais également mentionner une campagne de dons que nous avons lancée à la mi-avril, dans le cadre de laquelle les collaborateurs peuvent faire des dons à une institution caritative de leur choix. Le Credit Suisse s'est engagé à verser le même montant. Les membres du Directoire du Groupe ont décidé eux aussi de verser 20% de leur salaire des six prochains mois. Le président du Conseil d'administration fera don d'un montant équivalent.

Comme vous le savez tous, notre conjoncture est confrontée à de grands défis, lesquels affectent en particulier l'épine dorsale de l'économie suisse, à savoir les petites et moyennes entreprises.

Comme nous avons pour ambition d'être la première «Banque des entrepreneurs», il était évident dès le départ que nous devons trouver, conjointement avec les autorités fédérales sous la direction du conseiller Ueli Maurer, la BNS, la FINMA et d'autres banques du pays, une solution efficace et rapidement applicable pour soutenir l'économie suisse dans cette crise.

Les crédits-relais garantis par l'État qui ont été annoncés le 20 mars par le Conseil fédéral jouent un rôle clé à cet égard. Nos clients nous ont informés que la mise à disposition rapide de ces prêts était déterminante pour surmonter la crise malgré les pertes de revenus. Pour répondre à leur demande, nous avons mobilisé toutes nos capacités, à savoir plusieurs centaines de collaborateurs.

Le programme de financement des PME a été mis sur pied en l'espace de quelques jours et lancé le 26 mars. La demande a été si importante qu'il a été doublé le 3 avril, passant d'un montant total de 20 milliards à 40 milliards de francs. Au 27 avril, le Credit Suisse avait déjà versé près de 2,4 milliards de francs à quelque 14 000 entreprises dans le cadre de ce programme de crédits.

Comme vous l'avez peut-être appris par les médias, nous ne voulons tirer aucun profit de ce programme. Et si un gain en est dégagé au final, nous en ferons don à des projets visant à soutenir les entreprises suisses en situation d'urgence.

III. Conclusion

Pour conclure, je souhaite remercier une nouvelle fois tous les collaborateurs du Credit Suisse, tant en Suisse que dans les quelque 50 pays dans lesquels nous opérons à travers le monde. Compte tenu de la pandémie et de ses graves conséquences, nos clients ont plus que jamais besoin d'un partenaire bancaire compétent et fiable. Nos collaborateurs travaillent dans ce but avec un engagement indéfectible, soucieux de permettre à notre banque de surmonter la crise le mieux possible.

Chers actionnaires, je tiens également à vous exprimer mes remerciements pour la confiance que vous nous témoignez. Je suis conscient du fait que le Credit Suisse n'a pas été qu'une source de satisfaction pour vous ces derniers mois. Notre réputation en a pâti, notamment durant les mois d'hiver, et le cours de notre action est loin de ce que nous attendons tous, surtout au vu de la décote par rapport à la valeur comptable corporelle. Mais je vois cela aussi comme une opportunité et je peux vous assurer que mon équipe de management, nos collaborateurs et moi-même mettrons tout en œuvre pour que vous, chers actionnaires, puissiez à nouveau être fiers de notre banque et satisfaits de nos résultats financiers.

Merci!

Fin

Notes de bas de page

¹ Se réfère aux résultats combinés de la Swiss Universal Bank, d'International Wealth Management et d'Asia Pacific Wealth Management & Connected. Le premier trimestre 2020 comprend 268 mio. CHF liés au transfert de la plate-forme de fonds InvestLab à Allfunds Group, comptabilisés à Swiss Universal Bank Corporate & Institutional Clients (25 mio. CHF), International Wealth Management Private Banking (15 mio. CHF), International Wealth Management Asset Management (203 mio. CHF) et Asia Pacific Private Banking au sein de Wealth Management & Connected (25 mio. CHF).

² Se réfère aux résultats combinés de Global Markets et Asia Pacific Markets

³ Exposition à l'endettement en excluant les liquidités détenues auprès des banques centrales de 88 mrd CHF (corrigé des paiements de dividendes prévus au deuxième trimestre 2020 et au quatrième trimestre 2020), comme l'autorise la FINMA.

Abréviations

FINMA – Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers; GAAP – Generally Accepted Accounting Principles (principes généralement reconnus de présentation des comptes); PME – petites et moyennes entreprises

Annexe**Informations importantes**

Le présent document contient des informations extraites de la version intégrale de notre rapport annuel 2019 et de notre rapport financier du 1T20. Le rapport annuel 2019 complet et le rapport financier complet du 1T20, le communiqué de presse et les pages de présentation des résultats contiennent des informations plus détaillées sur nos résultats et nos opérations pour l'exercice 2019 et le premier trimestre 2020, ainsi que des informations importantes sur notre méthodologie de présentation et sur certains termes utilisés dans ces documents. Le rapport annuel 2019 complet et le rapport financier complet du 1T20, le communiqué de presse et les pages de présentation des résultats ne font pas partie du présent document.

Le Credit Suisse n'a pas finalisé son rapport du 1T20 et la société de révision indépendante, publique et enregistrée du Credit Suisse n'a pas terminé son examen des comptes consolidés (non audités) pour la période sous revue. En conséquence, les données financières contenues dans le présent document dépendent des procédures de fin de trimestre et sont donc susceptibles de changer.

Nous pourrions ne pas obtenir tous les avantages attendus de nos initiatives stratégiques. Des facteurs échappant à notre contrôle, y compris, mais sans s'y limiter, les conditions du marché et de l'économie (y compris les défis et incertitudes macro-économiques et autres, résultant par exemple de la pandémie de COVID-19), des changements dans les lois, les règles ou les réglementations, ou d'autres défis mentionnés dans nos rapports publics, pourraient restreindre notre capacité à obtenir une partie ou la totalité des avantages attendus de ces initiatives.

En particulier, les termes «estimation», «illustration», «ambition», «objectif», «prévisions» ou «buts» ne sont pas conçus pour être considérés comme des objectifs ou des projections, et ne sauraient être considérés comme des indicateurs-clés de performance. De tels estimations, illustrations, ambitions, objectifs, prévisions et buts sont soumis à un grand nombre de risques inhérents, d'hypothèses et d'incertitudes, dont beaucoup échappent entièrement à notre contrôle. Ces risques, hypothèses et incertitudes comprennent, mais sans s'y limiter, les conditions générales des marchés, la volatilité des marchés, la volatilité et les niveaux des taux d'intérêt, les conditions économiques globales et régionales, les défis et incertitudes macro-économiques résultant de la pandémie de COVID-19, les incertitudes politiques, les modifications des politiques fiscales, les adaptations de la réglementation, les variations des niveaux d'activité clientèle en tant que résultats des facteurs susmentionnés et d'autres facteurs. Par conséquent, ces informations ne doivent pas être utilisées comme base fiable dans quelque but que ce soit. Nous n'avons pas l'intention de mettre à jour ces estimations, illustrations, ambitions, objectifs, prévisions et buts.

Lors de la préparation de ce document, le management a fait des estimations et des hypothèses qui affectent les chiffres indiqués. Les résultats effectifs peuvent différer. Les chiffres indiqués dans le présent document peuvent également être soumis à des ajustements arrondis. L'ensemble des opinions et avis exprimés représentent des jugements établis à la date de rédaction du présent document, sans considération de la date à laquelle le lecteur peut recevoir ces informations ou y accéder. Ces informations sont sujettes à modification à tout moment sans préavis et nous ne prévoyons pas de les mettre à jour.

Le rendement des fonds propres tangibles est basé sur les fonds propres tangibles, une donnée financière non présentée selon les normes GAAP, qui sont calculés en déduisant le goodwill et les autres valeurs incorporelles du total des fonds propres tels que présentés dans notre bilan. La valeur comptable corporelle, une donnée financière non présentée selon les normes GAAP, est égale aux fonds propres tangibles. La valeur comptable corporelle de l'action, une donnée financière non présentée selon les normes GAAP, est calculée en divisant les fonds propres tangibles par le nombre total d'actions en circulation. Le management estime que les fonds propres tangibles/la valeur comptable corporelle, le rendement des fonds propres tangibles et la valeur comptable corporelle de l'action sont pertinents car ils constituent des mesures fiables utilisées par les analystes du secteur et les investisseurs pour examiner les évaluations et l'adéquation du capital. À la fin du 1T20, les fonds propres tangibles excluaient un goodwill de 4604 millions de francs et d'autres actifs incorporels de 279 millions de francs sur un total de fonds propres de 48 777 millions de francs, tel que présenté dans notre bilan. À la fin du 4T19, les fonds propres tangibles excluaient un goodwill de 4663 millions de francs et d'autres actifs incorporels de 291 millions de francs sur un total de fonds propres de

43 644 millions de francs, tel que présenté dans notre bilan. À la fin du 4T18, les fonds propres tangibles excluait un goodwill de 4766 millions de francs et d'autres actifs incorporels de 219 millions de francs sur un total de fonds propres de 43 922 millions de francs, tels que présenté dans notre bilan. Les actions en circulation étaient au nombre de 2436,2 millions à la fin du 4T19 et de 2550,6 millions à la fin du 4T18.

La constitution de réserves est une donnée financière non présentée selon les normes GAAP, calculée en ajoutant certaines pertes (ou gains) mark-to-market à leur juste valeur pour la période à l'augmentation des réserves pour pertes sur crédit sur des actifs financiers détenus à un coût amorti et des provisions pour l'exposition au crédit hors bilan reconnue durant la période. Le management estime que la constitution de réserves est une mesure utile permettant aux investisseurs et à des tiers d'évaluer l'accroissement ou la diminution des réserves dans la période à travers l'accroissement de notre portefeuille de crédits, ainsi que notre portefeuille de crédits à sa juste valeur et notre portefeuille d'emprunts dans des classes d'actifs potentiellement moins liquides. Au 1T20, la constitution de réserves de 1029 millions de francs comprenait 585 millions de francs d'augmentation de réserves pour pertes sur crédit et des provisions pour l'exposition au crédit hors bilan ainsi qu'un total combiné de 444 millions de francs de pertes mark-to-market à leur juste valeur, y compris des pertes mark-to-market de 284 millions de francs dans le leveraged finance à Global Markets et à Investment Banking & Capital Markets ainsi que de 160 millions à Asia Pacific Financing Group.

Les fonds propres réglementaires sont calculés comme étant le chiffre le plus défavorable entre 10% des actifs pondérés en fonction des risques et 3,5% de l'exposition à l'endettement. Le rendement des fonds propres réglementaires (une donnée financière non présentée selon les normes GAAP) est calculé en utilisant le bénéfice / (la perte) après impôts dans l'hypothèse d'un taux d'imposition de 30% ainsi que le capital alloué sur la base du chiffre le plus défavorable entre 10% des actifs pondérés en fonction des risques moyens et 3,5% de l'exposition à l'endettement moyenne. Ces pourcentages sont utilisés dans le calcul afin de refléter les exigences réglementaires minimales suisses pour les ratios d'endettement et les ratios de fonds propres CET1 selon Bâle III.

Le Credit Suisse est soumis au cadre structurel de Bâle III tel que mis en œuvre en Suisse ainsi qu'à la législation et aux règles suisses concernant les banques d'importance systémique, qui comprennent les exigences et les règles en matière de fonds propres, de liquidités, d'endettement et d'exposition importante pour l'élaboration de plans d'urgence destinés à maintenir les fonctions d'importance systémique en cas de menace d'insolvabilité. Le Credit Suisse a adopté le cadre structurel du Bank for International Settlements («BIS») leverage ratio, tel qu'établi par le Basel Committee on Banking Supervision («BCBS») et mis en œuvre en Suisse par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Sauf mention contraire, tous les chiffres relatifs au common equity tier 1 (CET1) ratio, au Tier 1 leverage ratio, aux actifs pondérés en fonction des risques et à l'exposition à l'endettement figurant dans le présent document se réfèrent à la fin de la période correspondante.

Sauf mention contraire, l'exposition à l'endettement repose sur le cadre structurel du BIS leverage ratio et est constituée des actifs portés au bilan à la fin de la période et des adaptations réglementaires prescrites. Le Tier 1 leverage ratio et le CET1 leverage ratio sont calculés respectivement comme BIS tier 1 capital et fonds propres CET1, divisés par l'exposition à l'endettement en fin de période. Les ratios d'endettement suisses sont mesurés sur la base de la même période que l'exposition à l'endettement pour le BIS leverage ratio.

Par divisions opérationnelles, on entend la Swiss Universal Bank, International Wealth Management, Asia Pacific, Investment Banking & Capital Markets et Global Markets.

Les investisseurs et les autres personnes intéressées doivent noter que nous proposons du matériel d'information (comprenant les communiqués de presse sur les résultats financiers et les rapports financiers trimestriels) à l'attention du public d'investisseurs à travers les communiqués de presse, les rapports ad hoc suisses et pour la SEC, notre site web ainsi que les conférences téléphoniques et les webcasts publics. Nous entendons également employer notre compte Twitter@creditsuisse (<https://twitter.com/creditsuisse>) pour partager des messages clés de nos communications publiques, dont nos communiqués de presse. Il se peut que nous retweitions ces messages à travers certains de nos comptes Twitter régionaux, dont @cssschweiz (<https://twitter.com/cssschweiz>) et @csapac (<https://twitter.com/csapac>). Les investisseurs et autres personnes intéressées doivent considérer ces messages abrégés en tenant compte du contexte des communications dont ils sont extraits. Les informations que nous publions sur ces comptes Twitter ne font pas partie de ce document.

Les informations auxquelles il est fait référence dans ce document, que ce soit via des liens sur Internet ou d'une autre manière, ne sont pas intégrées dans ce document.

Certaines parties du présent document ont été élaborées par le Credit Suisse sur la base de données accessibles au public, de données développées en interne et d'autres sources tierces estimées fiables. Le Credit Suisse n'a pas cherché à vérifier de manière indépendante les informations obtenues de sources publiques et tierces et n'assume aucune responsabilité ni garantie quant à l'exactitude, à l'exhaustivité ou à la fiabilité desdites informations.

Cautionary statement regarding forward-looking information

This document contains statements that constitute forward-looking statements. In addition, in the future we, and others on our behalf, may make statements that constitute forward-looking statements. Such forward-looking statements may include, without limitation, statements relating to the following:

- p our plans, targets or goals;
- p our future economic performance or prospects;
- p the potential effect on our future performance of certain contingencies; and
- p assumptions underlying any such statements.

Words such as “believes,” “anticipates,” “expects,” “intends” and “plans” and similar expressions are intended to identify forward-looking statements but are not the exclusive means of identifying such statements. We do not intend to update these forward-looking statements.

By their very nature, forward-looking statements involve inherent risks and uncertainties, both general and specific, and risks exist that predictions, forecasts, projections and other outcomes described or implied in forward-looking statements will not be achieved. We caution you that a number of important factors could cause results to differ materially from the plans, targets, goals, expectations, estimates and intentions expressed in such forward-looking statements. These factors include:

- p the ability to maintain sufficient liquidity and access capital markets;
- p market volatility and interest rate fluctuations and developments affecting interest rate levels, including the persistence of a low or negative interest rate environment;
- p the strength of the global economy in general and the strength of the economies of the countries in which we conduct our operations, in particular the risk of negative impacts of COVID-19 on the global economy and financial markets and the risk of continued slow economic recovery or downturn in the EU, the US or other developed countries or in emerging markets in 2020 and beyond;
- p the emergence of widespread health emergencies, infectious diseases or pandemics, such as COVID-19, and the actions that may be taken by governmental authorities to contain the outbreak or to counter its impact on our business;
- p potential risks and uncertainties relating to the ultimate geographic spread of COVID-19, the severity of the disease and the duration of the COVID-19 outbreak, including potential material adverse effects on our business, financial condition and results of operations;
- p the direct and indirect impacts of deterioration or slow recovery in residential and commercial real estate markets;
- p adverse rating actions by credit rating agencies in respect of us, sovereign issuers, structured credit products or other credit-related exposures;
- p the ability to achieve our strategic goals, including those related to our targets, ambitions and financial goals;
- p the ability of counterparties to meet their obligations to us and the adequacy of our allowance for credit losses;
- p the effects of, and changes in, fiscal, monetary, exchange rate, trade and tax policies, as well as currency fluctuations;
- p political, social and environmental developments, including war, civil unrest or terrorist activity and climate change;
- p the ability to appropriately address social, environmental and sustainability concerns that may arise from our business activities;
- p the effects of, and the uncertainty arising from, the UK's withdrawal from the EU;
- p the possibility of foreign exchange controls, expropriation, nationalization or confiscation of assets in countries in which we conduct our operations;
- p operational factors such as systems failure, human error, or the failure to implement procedures properly;
- p the risk of cyber attacks, information or security breaches or technology failures on our business or operations;
- p the adverse resolution of litigation, regulatory proceedings and other contingencies;
- p actions taken by regulators with respect to our business and practices and possible resulting changes to our business organization, practices and policies in countries in which we conduct our operations;
- p the effects of changes in laws, regulations or accounting or tax standards, policies or practices in countries in which we conduct our operations;
- p the expected discontinuation of LIBOR and other interbank offered rates and the transition to alternative reference rates;
- p the potential effects of changes in our legal entity structure;
- p competition or changes in our competitive position in geographic and business areas in which we conduct our operations;
- p the ability to retain and recruit qualified personnel;
- p the ability to maintain our reputation and promote our brand;
- p the ability to increase market share and control expenses;
- p technological changes instituted by us, our counterparties or competitors;
- p the timely development and acceptance of our new products and services and the perceived overall value of these products and services by users;
- p acquisitions, including the ability to integrate acquired businesses successfully, and divestitures, including the ability to sell non-core assets; and
- p other unforeseen or unexpected events and our success at managing these and the risks involved in the foregoing.

We caution you that the foregoing list of important factors is not exclusive. When evaluating forward-looking statements, you should carefully consider the foregoing factors and other uncertainties and events, including the information set forth in “Risk factors” in *I – Information on the company* in our Annual Report 2019.